



CFP Quimper  
3 bd du Finistère  
CS  
29107 Quimper

[solidairesfinancespubliques.ddfip29@dgfip.  
finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr)

Union  
syndicale  
**Solidaires**

## Comité Social d'Administration du 26 janvier 2024 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Notre directeur général, quelques jours après nous avoir présenté ses traditionnels vœux de bonne année sur Ulysse, nous a informés de son départ.

Il part et dans le même temps, il est épinglé par Médiapart qui nous informe qu'il aurait aidé un club de football français à éviter plusieurs millions d'euros d'impôts et de cotisations sociales. En 2017, pour limiter le coût du rachat du joueur Neymar, le Qatar, propriétaire du PSG exigeait que cette somme ne soit pas soumise aux impôts et cotisations sociales normalement dus. Un rescrit a été fait dans ce sens, et nous interroge sur le rôle joué par le ministre de l'Action et des comptes publics de l'époque, Gérard Darmanin, et son directeur de cabinet, M. Fournel...

Pendant ce temps, on demande aux personnels d'être exemplaires, et de se serrer la ceinture avec de misérables augmentations de rémunération, bien loin de compenser l'inflation.

Et en guise de bonnes nouvelles, on nous annonce une augmentation de 10% des coûts de l'électricité et des mutuelles pour 2024!

Les négociations indemnitaires engagées à la DGFIP reprendront le 29 janvier prochain, et notre détermination à obtenir une reconnaissance indemnitaire à la hauteur des engagements des personnels, est plus que jamais d'actualité. Plus de 10 ans que notre régime indemnitaire n'a pas été revalorisé, cela ne peut plus durer !

Côté Emplois, depuis la création de la DGFIP en 2008, ce sont près de 36 000 emplois qui ont été supprimés. (pour rappel, les effectifs sont passés de 130 000 en 2008 à 94 000 en 2023, un vaste plan social...).

Et la Direction générale voudrait qu'on se satisfasse de n'avoir en 2024 que 200 nouvelles suppressions, et surtout qu'on mette en avant le solde positif de 148 ETP. Rappelons que ce solde est le résultat des transferts d'emplois (+348) liés aux transferts de missions, notamment des Douanes et des taxes d'urbanisme.

C'est le cas pour la DDFIP du Finistère, avec 4 emplois liés au transfert des taxes d'urbanisme. Emplois très théoriques, des collègues de la DDTM ayant préféré récemment mettre fin à leur détachement pour retourner dans leur direction d'origine... En matière d'attractivité, on repassera!

Comme vous le savez, il n'est pas dans les habitudes de **Solidaires Finances Publiques** de siéger à une instance dédiée aux évolutions des emplois, systématiquement synonymes de suppressions depuis trop années. C'est pourquoi nous ne nous sommes pas présentés à la 1ère convocation de cette instance.

Si nous siégeons pour cette 2ème convocation, c'est uniquement parce que, une fois n'est pas coutume, notre direction affiche un solde positif de 3 emplois.

Mais nous ne sommes pas dupes, ce solde ne parvient pas à masquer une triste réalité liée à la phase 3 du NRP et son lot de fermetures de trésoreries... et d'autant de postes comptables.

De même, nous déplorons la suppression d'un poste de géomètre sur le département, et la disparition programmée des missions des géomètres au vu des suppressions au plan national.

Tagerfip, Sagerfip, Magerfip, autant d'acronymes pour désigner les outils chargés de déceler les "gains de productivité" attendus de notre administration.

Et ce alors que la DGFIP a plus que jamais besoin être renforcée, avec des créations d'emplois à la hauteur des besoins! Ne serait-ce que pour palier aux départs, qu'il s'agisse de retraite ou de rupture conventionnelle, alors que notre administration n'arrive pas à recruter! Cette année encore, notre direction offre une prime d'attractivité sur Morlaix et Quimperlé, pour tenter de retenir au moins 5 ans des personnels affectés d'office sur un site et pressés d'en partir...

Alors que 6 000 départs sont prévus pour 2024 dont 3 700 départs à la retraite, la DG annonce le recrutement de 4 400 agents et agentes, avec une priorité donnée au concours.

Pour **Solidaires Finances Publiques**, l'enjeu est colossal pour une administration maltraitée depuis des années. Et force est de constater que les campagnes de communication ne suffisent pas pour recruter.

Ce n'est pas en masquant la réalité sur l'état de la DGFIP, des conditions de travail, du niveau de rémunération à la traîne, ni en supprimant toujours plus de postes dans les directions territoriales que la DGFIP attirera les générations futures.

Le constat est amer : la situation en ce début d'année 2024 est tendue, et ne fera que s'aggraver avec le COM 2023-2027, à l'issue duquel nous aurons perdu 3 000 emplois, justifiés notamment par le recours massif à l'intelligence artificielle.

Au sujet du COM, **Solidaires Finances Publiques** rappelle l'impérieuse nécessité pour les personnels de connaître le devenir de leurs missions, et votre engagement, Monsieur le Président, à nous en faire une présentation lors d'un prochain CSA.

Enfin, pour couronner le tout, comme si l'évaluation individuelle des agents -dont vous nous présentez le bilan 2023 lors de ce CSAL- ne suffisait pas, Emmanuel Macron veut mettre en place la rémunération au mérite... Décidément, le fossé avec nos dirigeants ne cesse de se creuser chaque jour un peu plus!